

CHINE – 5 avril 2020

## Wang Quanzhang libéré mais pas libre ?



Wang Quanzhang condamné le 28 janvier 2019 à quatre ans et demi d'emprisonnement doit sortir de la prison de Linyi le 5 avril, après avoir été privé de liberté pendant plus de 1700 jours. Le terme de « libération » ne signifie pas, en Chine, remise en liberté véritable. On n'est jamais lorsqu'on est un avocat défenseur des droits de l'homme en Chine. La « libération » constitue le plus souvent « une peine prolongée » ou une menace perpétuelle d'arrestation et de surveillance de la police, dont Gao Zhisheng notamment a été l'illustration. En réalité, sa « libération » signifie qu'il sera renvoyé dans son *hukou*, c'est-à-dire

lieu de résidence enregistré qui est à Jinan (capitale du Shandong) et placé sous surveillance policière. C'est là qu'il est né le 15 février 1976. C'est là qu'il a été diplômé de la faculté de droit en 2000 et qu'il est devenu avocat en 2003. Il y avait été constamment menacé, suivi dans la rue par des agents de la sécurité en civil, il avait dû déménager à Pékin en 2008.

Son épouse, Li Wenzu, qui a été constamment surveillée et arbitrairement détenue à plusieurs reprises depuis son arrestation et qui n'a pu le voir que huit fois, ne se fait aucune illusion. Dans la septième lettre qu'elle a pu recevoir datée du 24 mars 2020, elle déclare que s'il est bien libéré le 5 avril, il sera conduit au Shandong, loin d'elle, de son fils, de ses collègues et amis. Dans les propos qu'il a été amené (« contraint ») de lui tenir : » « *Mon plus grand espoir, c'est que personne ne s'occupe de moi quand je sortirai, que personne ne soit à la porte (de la prison)[...]* » Et Li Wenzu de conclure : « *Le jugement des militants des droits de l'homme et des avocats de la rafle féroce du 9 Juillet a-t-il un tant soit peu valeur légale? Selon le verdict, Wang Quanzhang devait recouvrer la liberté le 5 avril, qui donc pourrait encore l'empêcher de rentrer dans sa famille, cela est intolérable !* »

Dernière des victimes de la grande répression de juillet 2015 ou « 709 Crackdown » (en référence à la date du 9 juillet 2015 où elle a commencé contre le cabinet d'avocats Fengrui ), Wang Quanzhang, était l'un des membres du cabinet d'avocats Fengrui à Pékin, comme Wang Yu et Zhou Shifeng. Il avait été arrêté le dernier, le 3 août et il est resté détenu au secret pendant plus de deux ans. Les avocats nommés par sa famille n'ont jamais pu le rencontrer. Il a refusé de faire des aveux et a été « jugé » secrètement dans les derniers jours de 2018, avant d'être condamné à quatre ans et six mois de prison pour « *subversion du pouvoir de l'État* » par le deuxième tribunal populaire intermédiaire de Tianjin. Le procès s'était déroulé à huis clos au nom du "secret d'État". Son épouse avait été empêchée de quitter son domicile de Pékin pour se rendre au procès.

Avocat depuis 2003, Wang Quanzhang a défendu un large éventail de clients dans de nombreuses affaires de droits de l'Homme, notamment des membres du Falun Gong, du Mouvement des nouveaux citoyens, ainsi que Ni Yulan et le journaliste Qi Chonghuai.

Alors qu'on ne peut exclure une résurgence de l'épidémie de coronavirus et son extension aux prisons chinoises, notoirement insalubres et surpeuplées, Depuis plusieurs jours, des familles de détenus chinois s'inquiétaient de l'irruption de l'épidémie dans plusieurs prisons du pays. Vendredi 21 février, Pékin dénombrait 500 cas de contamination en détention. Dans la prison de Rengcheng de la province du Shandong, 200 prisonniers et sept gardiens ont contracté la maladie.

C'est dans l'une des prisons de cette province du Shandong qu'est incarcéré Wang Quanzhang, un célèbre avocat des Droits de l'homme, pris dans les filets d'une vague d'arrestations des avocats en 2016. Depuis janvier, son épouse, Li Wenzhou, n'a aucune nouvelle de lui : "Je devais aller à la prison pour voir mon mari, mais on a annulé ma visite à cause de l'épidémie. Chaque jour, j'appelle parce que la prison ne peut pas me priver de ce droit."

Malgré son insistance, Li Wenzhou n'a pas réussi à savoir quel était le dispositif de confinement dans la prison où est détenu son mari Wang Quanzhang : "Je ne sais pas quelles sont les mesures de prévention et de contrôle. Je voudrais parler directement à mon mari pour savoir si sa santé est bonne. J'ai très peur."

Accusé de négligence, le responsable de la justice du Shandong a été limogé

Dans la prison de Rengcheng de la province du Shandong, 200 prisonniers et sept gardiens ont contracté la maladie.